



Cellule d'analyse européenne

Le deuxième paquet Corona (CRII +)

COM(2020)138 à 144 et COM(2020) 170 à 175

1. Contexte:

La pandémie de COVID-19 est une crise de santé publique exceptionnelle qui entraîne des perturbations économiques et sociales au sein des États membres. Une réponse européenne collective s'impose en l'espèce, dans un esprit de solidarité. Il faut accorder exceptionnellement aux États membres davantage de flexibilité pour lutter contre cette crise, notamment en leur offrant plus de possibilités de mobiliser toutes les aides non utilisées des fonds européens.

La première série de mesures a été adoptée le 13 mars 2020. Ce paquet reprenait l'Initiative d'investissement en réaction au coronavirus (en abrégé CRII), qui s'élevait à un montant de 37 milliards d'euros pour tous les États membres (COM(2020)113). Il était axé sur la mobilisation de fonds structurels, en vue de l'adoption rapide de mesures de crise, l'objectif étant de répartir les moyens selon la clé de répartition des fonds structurels et d'investissement (fonds ESI) (COM(2020)114).

Des critiques se sont élevées contre cette clé de répartition, car les fonds risquaient de ne pas être alloués aux régions les plus touchées par la crise. La Commission européenne a dès lors adopté le 2 avril 2020 un deuxième paquet de mesures, parmi lesquelles l'Initiative d'investissement + en réaction au coronavirus (en abrégé CRII +), qui vise à compléter le premier paquet.

Dans sa COMMUNICATION COM(2020)143, la Commission européenne souligne qu'elle mettra tout en oeuvre pour utiliser chaque euro disponible pour sauver des vies et protéger les moyens de subsistance des citoyens (voir: <https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200143.do>).

2. Aperçu des propositions:

Proposition de RÈGLEMENT modifiant le règlement (UE) n° 1303/2013 et le règlement (UE) n° 1301/2013 en ce qui concerne des mesures spécifiques visant à offrir une flexibilité exceptionnelle pour l'utilisation des Fonds structurels et d'investissement européens en réaction à la pandémie de COVID-19 - COM(2020)138

La CRII + offre aux États membres la flexibilité nécessaire pour mobiliser toutes les aides non utilisées des fonds structurels et d'investissement dans le cadre des mesures de lutte contre le coronavirus.

Des possibilités de transfert de moyens sont prévues entre le FEDER, le FSE et le Fonds de cohésion. Les États membres peuvent également transférer des fonds d'une région à l'autre. Des adaptations sont aussi apportées au niveau des taux de cofinancement.

Voir: <https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200138.do>

Proposition de RÈGLEMENT portant création d'un instrument européen de soutien temporaire à l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence (SURE) à la suite de la pandémie de COVID19 – COM(2020)139

Cette proposition crée un instrument de soutien temporaire au profit des États membres dont l'économie est gravement touchée. Ceux-ci peuvent bénéficier d'une assistance de l'Union européenne sous la forme de prêts temporaires pour atténuer les risques de chômage (tant pour les salariés que pour les indépendants). Cet instrument (en abrégé SURE¹) revêt la forme d'un régime d'octroi de crédit à concurrence de maximum 100 milliards d'euros, soutenu par un système de garanties des États membres.

Voir: <https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200139.do>

Proposition de DÉCISION modifiant la décision (UE) 2020/265 en ce qui concerne l'adaptation des montants mobilisés au titre de l'instrument de flexibilité pour 2020 et destinés à être utilisés pour faire face à la migration, à l'afflux de réfugiés et aux menaces pesant sur la sécurité, pour des mesures immédiates dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et pour le renforcement du Parquet européen – COM(2020)140

Cette proposition vise à mobiliser l'instrument de flexibilité et à augmenter les crédits pour l'année budgétaire 2020 afin de financer des mesures dans le domaine de la migration, des réfugiés et de la sécurité (notamment en raison des dépenses supplémentaires liées à la pression migratoire en Grèce).

Voir: <https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200140.do>

Proposition de RÈGLEMENT modifiant le règlement (UE) n° 223/2014 en ce qui concerne l'introduction de mesures spécifiques pour faire face à la crise de la COVID-19 – COM(2020)141

Ce règlement modifie le règlement relatif au Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) afin de soutenir et de continuer à garantir dans le cadre de la crise du coronavirus les actions en matière d'aide alimentaire, d'assistance matérielle et d'inclusion sociale au profit des plus démunis. Il prévoit une mobilisation plus flexible des moyens encore disponibles du FEAD, ainsi qu'une simplification administrative visant à permettre aux États membres de réagir rapidement (par exemple: distribution de l'aide alimentaire par le biais de *vouchers* électroniques).

Voir: <https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200141.do>

Proposition de RÈGLEMENT modifiant le règlement (UE) n° 1379/2013 et le règlement (UE) n° 508/2014 en ce qui concerne des mesures spécifiques visant à atténuer les effets de la pandémie de COVID-19 dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture - COM(2020)142

Cette proposition prévoit une aide pour les pêcheurs qui cessent temporairement leurs activités.

<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200142.do>

Proposition de RÈGLEMENT modifiant le règlement (UE) 2017/745 relatif aux dispositifs médicaux en ce qui concerne les dates d'application de certaines de ses dispositions – COM(2020)144

La Commission européenne propose, dans ces circonstances exceptionnelles, de reporter la date d'application d'une série de dispositions du Règlement 2017/745, afin d'assurer la sécurité des patients et le bon fonctionnement du marché intérieur et d'éviter de perturber le marché.

<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200144.do>

¹ SURE, qui signifie “*Support to mitigate Unemployment Risks in an emergency*”.

Mesures dans le cadre de l'Instrument d'aide d'urgence

Les mesures énumérées ci-après s'inscrivent dans le cadre de l'Instrument d'aide d'urgence / *Emergency Support Initiative*.

C'est en 2016 qu'a été mis en place l'Instrument d'aide d'urgence afin de rencontrer les besoins consécutifs à l'accroissement de la pression migratoire en Grèce. L'Instrument peut être utilisé pour n'importe quelle crise humanitaire.

La Commission européenne dépose à présent un projet de modification budgétaire prévoyant une augmentation des crédits d'engagement d'un montant de 3 milliards d'euros, afin de réactiver l'Instrument d'aide d'urgence au sein de l'Union, de telle sorte que les États membres soient soutenus dans leur lutte contre la pandémie de COVID-19, et afin de renforcer le mécanisme de protection civile rescEU.

C'est la substance des propositions suivantes :

Proposition de DÉCISION modifiant la décision (UE) 2020/265 en ce qui concerne l'adaptation des montants mobilisés au titre de l'instrument de flexibilité pour 2020 et destinés à être utilisés pour faire face à la migration, à l'afflux de réfugiés et aux menaces pesant sur la sécurité, pour des mesures immédiates dans le cadre de la pandémie de COVID-19 et pour le renforcement du Parquet européen – COM(2020)171

<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200171.do>

Proposition de DÉCISION relative à la mobilisation de la marge pour imprévus en 2020 afin de fournir une aide d'urgence aux États membres et de renforcer encore le mécanisme de protection civile de l'Union/rescEU en réaction à la pandémie de COVID-19 – COM(2020)172

<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200172.do>

COMMUNICATION DE LA COMMISSION - Ajustement technique concernant les instruments spéciaux pour 2020 [article 6, paragraphe 1, points e) et f), du règlement n° 1311/2013 du Conseil fixant le cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020] – COM(2020)173

<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200173.do>

RÈGLEMENT DU CONSEIL modifiant le règlement (UE, Euratom) n° 1311/2013 fixant le cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 – COM(2020)174

<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200174.do>

RÈGLEMENT DU CONSEIL portant activation de l'aide d'urgence en vertu du règlement (UE) 2016/369 du Conseil du 15 mars 2016 et modification des dispositions dudit règlement pour tenir compte de la pandémie de COVID-19 – COM(2020)175

<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200175.do>

3. Suivi au sein des commissions compétentes de la Chambre:

La présente fiche est transmise :

- à la commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Agenda numérique;
- à la commission des Finances et du Budget ;
- au Comité d'avis chargé des Questions européennes.

4. Subsidiarité/ Suivi parlementaire:

Un avis de subsidiarité au sens de l'article 37*bis* du Règlement de la Chambre est possible pour les différents documents législatifs.

Cet avis peut en principe être rendu dans un délai de huit semaines. La Commission européenne considère toutefois que « *compte tenu de la pandémie de COVID-19 et de l'urgence qu'il y a à traiter la crise de santé publique en découlant, il est jugé nécessaire d'avoir recours à l'exception au délai de huit semaines visé à l'article 4 du protocole n° 1 sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne, annexé au traité de Lisbonne* ».

La commission compétente peut formuler un avis et/ou des observations sur ces textes et les transmettre à la Commission européenne dans le cadre du « dialogue politique » (initiative Barroso). Cette procédure n'est pas soumise à un délai.

Descripteurs Eurovoc:	Europe – Règlement – Épidémie – Maladie infectieuse – Politique budgétaire – Récession économique – Conséquence économique
------------------------------	--

15.04.2020

Rédaction:

Roeland Jansoone, Premier conseiller, tél. 02/549.80.93, roeland.jansoone@dekamer.be



Europese analysecel

Het tweede Corona-steunpakket (CRII +)

COM(2020)138 t.e.m. 144 en COM(2020) 170 t.e.m. 175

1. Context:

De COVID-19-uitbraak is een uitzonderlijke volksgezondheids crisis met versturende economische en sociale gevolgen voor de lidstaten. Hierop is een Europees collectief antwoord nodig in een geest van solidariteit. De lidstaten moeten over uitzonderlijke extra flexibiliteit kunnen beschikken om deze crisis te bestrijden, o.a. door meer mogelijkheden te bieden alle ongebruikte steun uit de Europese fondsen te mobiliseren.

Op 13 maart 2020 was er het eerste pakket maatregelen. Dit pakket bestond uit het Investeringsinitiatief Coronavirusrespons, afgekort als CRII, van 37 miljard € voor alle lidstaten (COM(2020)113). Het pakket was gericht op de inzet van structuurfondsen om snel crisismaatregelen te nemen en de verdeling van de middelen zou geschieden volgens de verdeelsleutel van de structuur- en investeringsfondsen (ESI-fondsen) (COM(2020)114).

Omdat er kritiek rees tegen deze verdeelsleutel en het feit dat de middelen niet noodzakelijk zouden terecht komen in de regio's die het meest getroffen waren door de crisis, heeft de Europese Commissie op 2 april 2020 een tweede pakket maatregelen genomen, waaronder het investeringsinitiatief Coronavirusrespons plus, afgekort als CRII +. Dit initiatief is een aanvulling op het eerste pakket.

In de MEDEDELING van de Europese Commissie COM(2020)143 beklemt de Europese Commissie alles in het werk te zullen stellen om elke beschikbare euro te gebruiken om levens te redden en het levensonderhoud van burgers te beschermen (zie: <https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200143.do>).

2. Overzicht van de voorstellen:

Voorstel voor een VERORDENING tot wijziging van Verordening (EU) nr. 1303/2013 en Verordening (EU) nr. 1301/2013 wat betreft specifieke maatregelen met het oog op uitzonderlijke flexibiliteit bij het gebruik van de Europese structuur- en investeringsfondsen naar aanleiding van de uitbraak van COVID-19 – COM(2020)138

Het CRII + geeft lidstaten flexibiliteit om ongebruikte steun uit de structuur- en investeringsfondsen volledig te kunnen benutten in de richting van coronamaatregelen.

Middelen van EFRO, ESF of het Cohesiefonds kunnen onderling overgedragen worden. Naast deze transfer tussen programma's, kunnen de Lidstaten eveneens middelen overhevelen van de ene regio naar de andere. Er zijn ook aanpassingen aan medefinancieringspercentages.

Zie: <https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200138.do>

Voorstel voor een VERORDENING betreffende de instelling van een Europees instrument voor tijdelijke steun om het risico op werkloosheid in noodsituaties te beperken (SURE) naar aanleiding van de uitbraak van COVID-19 – COM(2020)139

Dit voorstel bevat een instrument voor tijdelijke steun aan lidstaten die economisch zwaar getroffen zijn. Om de werkloosheidsrisico's te verzachten (bij zowel werknemers, als zelfstandigen), kan er worden gerekend op Europese bijstand in de vorm van tijdelijke leningen. Het instrument, afgekort als SURE¹, neemt de vorm aan van een kredietverleningsregeling ten belope van maximaal 100 miljard EUR, ondersteund door een systeem van garanties van de lidstaten.

Zie: <https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200139.do>

Voorstel voor een BESLUIT tot wijziging van Besluit (EU) 2020/265 wat betreft aanpassingen van de uit het flexibiliteitsinstrument ter beschikking gestelde bedragen voor 2020 die moeten worden gebruikt voor met migratie, vluchtelingeninstroom en veiligheid verband houdende problemen, voor onmiddellijke maatregelen in het kader van de COVID-19-uitbraak en voor de versterking van het Europees Openbaar Ministerie – COM(2020)140

Dit voorstel beoogt de inzet van het flexibiliteitsinstrument en een verhoging van de kredieten voor het begrotingsjaar 2020 om maatregelen te financieren op het gebied van migratie, vluchtelingen en veiligheid (o.m. extra uitgaven ingevolge migratiedruk in Griekenland).

Zie: <https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200140.do>

Voorstel voor een VERORDENING tot wijziging van Verordening (EU) nr. 223/2014 wat de invoering van specifieke maatregelen voor de aanpak van de COVID-19-crisis betreft – COM(2020)141

De verordening betreffende het Fonds voor Europese hulp aan de meest behoeftigen (FEAD) wordt herzien om in het kader van de coronacrisis de acties rond voedselhulp, materiële ondersteuning en sociale inclusie van de meest behoeftigen te ondersteunen en te blijven garanderen. Het komt neer op een meer flexibele inzet van resterende FEAD-middelen en op administratieve vereenvoudiging die lidstaten toelaat snel te kunnen reageren (bijvoorbeeld: verdeling van voedselhulp via *e-vouchers*).

Zie: <https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200141.do>

Voorstel voor een VERORDENING tot wijziging van Verordening (EU) nr. 1379/2013 en Verordening (EU) nr. 508/2014 wat betreft specifieke maatregelen om de gevolgen van de uitbraak van COVID-19 in de visserij- en aquacultuursector te beperken – COM(2020)142

Dit voorstel voorziet in steun voor vissers die tijdelijk hun activiteiten stilleggen.

<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200142.do>

Voorstel voor een VERORDENING tot wijziging van Verordening (EU) 2017/745 betreffende medische hulpmiddelen wat de datum van toepassing van een aantal bepalingen ervan betreft – COM(2020)144

De Europese Commissie stelt voor om onder deze uitzonderlijke omstandigheden de toepassing van een aantal bepalingen van Verordening 2017/745 uit te stellen, dit in het

¹ SURE, d.w.z. "Support to mitigate Unemployment Risks in an emergency".

belang van de veiligheid van de patiënten, de interne markt en het voorkomen van marktverstoring.

<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200144.do>

Maatregelen in het kader van het Emergency Support Initiative

De maatregelen die hierna worden opgesomd, kaderen binnen het Instrument voor de Noodhulp / *Emergency Support Initiative*.

In 2016 werd het Instrument voor de Noodhulp ingezet om een antwoord te bieden op de behoeften ingevolge de verhoogde migratiedruk in Griekenland. Het Instrument kan worden gebruikt voor eender welke humanitaire crisis.

De Europese Commissie dient nu een ontwerp van begrotingswijziging in, met een verhoging van de vastleggingskredieten met 3 miljard €, om het instrument voor noodhulp binnen de Unie te reactiveren zodat de lidstaten worden ondersteund bij de aanpak van de COVID-19-uitbraak, en om het Uniemechanisme voor civiele bescherming / rescEU verder te versterken.

Dit is de kern voor wat volgende voorstellen betreft:

Voorstel voor een BESLUIT tot wijziging van Besluit (EU) 2020/265 wat betreft aanpassingen van de uit het flexibiliteitsinstrument ter beschikking gestelde bedragen voor 2020 die moeten worden gebruikt voor met migratie, vluchtelingeninstroom en veiligheid verband houdende problemen, voor onmiddellijke maatregelen in het kader van de COVID-19-uitbraak en voor de versterking van het Europees Openbaar Ministerie – COM(2020)171

<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200171.do>

Voorstel voor een BESLUIT inzake de mobilisering van de marge voor onvoorziene uitgaven in 2020 om noodhulp te verstrekken aan de lidstaten en het Uniemechanisme voor civiele bescherming/rescEU verder te versterken als antwoord op de COVID-19-uitbraak – COM(2020)172

<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200172.do>

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE- Technische aanpassing met betrekking tot speciale instrumenten voor 2020 (artikel 6, lid 1, onder e) en f), van Verordening (EU, Euratom) nr. 1311/2013 van de Raad tot bepaling van het meerjarig financieel kader voor de jaren 2014-2020) – COM(2020)173

<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200173.do>

Voorstel voor een VERORDENING VAN DE RAAD houdende wijziging van Verordening (EU, Euratom) nr. 1311/2013 tot bepaling van het meerjarig financieel kader voor de jaren 2014-2020 – COM(2020)174

<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200174.do>

Voorstel voor een VERORDENING VAN DE RAAD tot activering van noodhulp uit hoofde van Verordening (EU) 2016/369 van de Raad van 15 maart 2016 en tot wijziging van de bepalingen ervan naar aanleiding van de uitbraak van COVID-19 – COM(2020)175

<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200175.do>

3. Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s):

Deze fiche wordt gezonden naar:

- de commissie voor Economie, Consumentenbescherming en Digitale Agenda;
- de commissie voor Financiën en Begroting;
- het adviescomité voor Europese Aangelegenheden.

4. Subsidiariteit/ Parlementaire opvolging:

Een subsidiariteitsadvies, in de zin van art.37bis, Kamerreglement, is mogelijk voor de diverse wetgevingsdocumenten.

Dit kan in principe binnen de acht weken, maar de Europese Commissie is van mening dat *“in het licht van de COVID-19-uitbraak en de hoogdringendheid om de daaraan gerelateerde volksgezondheids crisis aan te pakken, het aangewezen is een uitzondering te maken op de periode van acht weken bedoeld in artikel 4 van Protocol nr. 1 betreffende de rol van de nationale parlementen in de Europese Unie, gehecht aan het Verdrag van Lissabon.”*

De bevoegde commissie kan in het kader van de “politieke dialoog” (initiatief Barroso) aan de Europese Commissie een advies en/of opmerkingen formuleren over deze teksten. Deze procedure is niet gebonden aan een termijn.

Eurovoc-descriptoren:	Europa – Verordening – Epidemie – Infectieziekte – Begrotingsbeleid – Economische recessie – Economisch gevolg
------------------------------	---

15.04.2020

Redactie:

Roeland Jansoone, Eerste adviseur, tel. 02/549.80.93, roeland.jansoone@dekamer.be